

Regards locaux sur le terrorisme. Quelques remarques à propos du Niger

Antonin Tisseron*, Institut Thomas More, GRIP

Depuis la prise d'otages de 32 touristes européens dans le sud-algérien par des combattants du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en 2003¹, et à la faveur des répercussions des attentats du 11 septembre 2001 sur la politique américaine et les débats académiques, la problématique terroriste² s'est imposée dans les études sahariennes. Après les crises alimentaires des années 1970, la focalisation quelques décennies plus tard sur des questions migratoires depuis revenues au centre de l'actualité européenne, le Sahel s'est mis à bruisser de bruits de bottes dont les résonnances se sont accrues au fur et à mesure des actions menées par les groupes armés jihadistes, les opérations militaires des États de la région, le renforcement de leurs outils sécuritaires, ou encore le déploiement de troupes étrangères et de casques bleus.

Dans la continuité des débats engendrés au sein des *Security Studies* par la lutte contre le terrorisme³, la mise au premier plan du jihadisme dans le Sahara a nourri des travaux sur la production des discours et leur implication. À rebours des débats sur la rationalité ou l'irrationalité de cet ennemi, d'une réflexion sur les moyens et les modes d'action permettant de combattre les groupes jihadistes, plusieurs chercheurs ont en effet questionné la construction d'énoncés destinés à donner du sens⁴, leurs biais – remettant notamment en cause la réduction du Sahara à une vaste zone grise en conflit⁵ – ou encore leur finalité géopolitique (interne ou externe)⁶. Quel rôle ont joué les médias, ou des organismes étatiques et privés, dans la perception d'une nouvelle crise sécuritaire sans commune mesure avec le passé ? Quels sont les décalages entre ces discours et la réalité locale ? Comment est instrumentalisée la menace jihadiste par des puissances extérieures ou les gouvernements des États de la région ? Que

* Chercheur associé à l'Institut Thomas More. Docteur en Histoire, il travaille sur la sécurité au Maghreb et au Sahel.

¹ Djallil Lounnas, « Al-Qaïda au Maghreb islamique et la crise malienne », *Sécurité globale*, Été 2012, pp. 41-56, p. 44.

² Par terroriste sont entendus les mouvements placés sur la liste des sanctions des Nations Unies concernant les individus et groupes terroristes, et par terrorisme les actions menées par ces derniers.

³ Barry Buzan et Lene Hansen, *The Evolution of International Security Studies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, pp. 243-245.

⁴ Alain Antil, « L'Afrique et la "guerre contre la terreur" », *Politique étrangère*, 3/2006, pp. 583-591.

⁵ Armelle Choplin et Olivier Pliez, « Un Sahara, des Sahara-s. Lumières sur un espace déclaré "zone grise" », *Géococonfluences*, 4 juillet 2013 (<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/un-sahara-des-sahara-s>, consulté le 25 septembre 2014).

⁶ Voir notamment : Jeremy Keenan, *The Dark Sahara. America's War on Terror in Africa*, Londres, Pluto Press, 2009 ; Jeremy Keenan, « Politique étrangère et guerre mondiale contre le terrorisme dans la reproduction du pouvoir algérien », *Revue Tiers Monde*, 2/2012, N°210, pp. 31-50.

révèlent chez leur émetteur les emplois du mot « *terroriste* » à travers l'émergence d'une figure de l'« *autre radical* » ? Dans cette perspective d'ailleurs, l'opération militaire française Serval, déclenchée en janvier 2013 afin de stopper une offensive jihadiste dans le centre du Mali et à reconquérir des régions septentrionales échappant à l'autorité de l'État malien, a suscité des discussions sur le décalage entre les moyens des groupes jihadistes, les objectifs probables de leur attaque et l'argumentaire déployé depuis 2012 par les autorités françaises pour mobiliser la communauté internationale et justifier le déclenchement d'une opération militaire⁷.

En écho à ces réflexions critiques, cet article propose d'interroger la construction d'un espace sahélo-saharien caractérisé par l'insécurité, la radicalisation religieuse et sa déclinaison terroriste, à travers le regard des populations locales⁸. Derrière les discours politiques et les récits médiatiques insistant sur la menace terroriste et l'importance de se mobiliser pour la réduire, cette perception est-elle partagée par les Sahéliens ? Dans quelle mesure le terrorisme est-il perçu comme un enjeu prioritaire et préoccupe-t-il ? Quelles sont ses causes ? Que nous disent les discours « d'en bas » sur les attentes à l'égard de la communauté internationale et des autorités locales, ainsi que la pertinence des réponses élaborées ? Sans réduire la menace des groupes jihadistes à des fantasmes ou à des instruments – ils sont bien évidemment une ressource, mais aussi un danger, un défi et un facteur de fragilisation pour les dirigeants –, l'enjeu est plutôt de questionner la résonance de ces acteurs armés hors des cercles du pouvoir et des médias internationaux, finalement de mettre en balance le regard porté sur un Sahel aujourd'hui confronté à une situation de crise particulièrement dangereuse caractérisée par la violence terroriste, et la manière dont cette dernière est perçue localement.

Partant de ces questionnements, cet article est centré sur le cas du Niger, considéré comme un maillon essentiel pour la stabilité de la sous-région. Dans la géographie de la lutte contre le terrorisme, ce pays est en effet situé à la confluence de trois sources de déstabilisation. Au Mali, l'aire d'action d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'Ansar Eddine s'est étendue au centre du pays en dépit de l'opération française Barkhane et du déploiement de plus de 10 000 casques bleus, tandis que plusieurs attentats auraient été déjoués sur le sol nigérien ces dernières années. Dans le nord-est du Nigeria, les

⁷ Cf. Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Dans l'œil du cyclone. Une lecture internationale », in Patrick Gonin *et al.*, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, 2013, pp. 7-31 (en complément, sur la perception au sein du ministère de la Défense français des raisons de l'opération, cf. Jean-Christophe Notin, *La guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014). Le président français François Hollande, par exemple, évoque lors de l'Assemblée générale des Nations unies du 25 septembre 2012 une menace pesant sur « *le monde entier* ». De son côté, dans les colonnes du *Nouvel Observateur* du 12 juillet 2012, Laurent Fabius qualifie le Sahel de « *Sahelistan* » contrôlé par des groupes « *"incubateurs" du terrorisme* » risquant de déstabiliser l'ensemble de la région. Outre le recours à une comparaison discutable avec l'Afghanistan, cette rhétorique ne saurait toutefois être totalement rejetée. Parmi les combattants présents au Nord-Mali en 2012 se seraient trouvés des Tunisiens, des Égyptiens, des Saoudiens, des Pakistanais, des Afghans ou encore des Cap-Verdiens, et même une dizaine de Français, entrés au Mali en dépit des difficultés pour rejoindre le pays et avant que la Syrie ne s'impose comme destination privilégiée, « *la plus authentique* » pour reprendre l'expression d'un aspirant au départ (David Thomson, *Les Français jihadistes*, Paris, Les Arènes, 2014, p. 31). De même, le commando ayant attaqué les infrastructures gazières d'In Amenas, en Algérie, aurait compté dans ses rangs des ressortissants canadiens.

⁸ Nous nous insérons ce faisant dans la continuité des réflexions du numéro 130 de *Politique africaine* et l'article de ses coordonnateurs (Vincent Bonnecase et Julien Brachet, « Les "crises sahéliennes" entre perceptions locales et gestions internationales », *Politique africaine*, 2/2013, N°130, pp. 5-22).

combattants de Boko Haram poursuivent leurs actions en dépit de la mobilisation des armées de la force multinationale mixte (FMM), non sans également avoir frappé à plusieurs reprises sur le sol nigérien. Enfin, dans le septentrion nigérien, la Libye constitue une troisième source de menace. Plusieurs combattants venus du Nord-Mali y ont fui avec le déclenchement de l'opération militaire française Serval, tandis que s'implantaient sur le littoral plusieurs cellules se revendiquant de l'État islamique, avec la crainte de les voir glisser vers le sud⁹.

Un sentiment croissant d'insécurité

Le sentiment d'insécurité s'est-il développé ces dernières années au Niger ? Le renforcement de la sécurité s'est-il imposé comme une nécessité de première importance depuis l'effondrement du Mali en 2012 ? Les enquêtes réalisées en 2013 et en 2015 dans le cadre des séries 5 et 6 de l'Afrobaromètre¹⁰, auprès de 1 200 citoyens et citoyennes nigériens de plus de 18 ans, permettent d'appréhender de manière quantitative la perception qu'ont les Nigériens de l'insécurité dans leur pays. Or, à cet égard, plusieurs chiffres sont intéressants. D'abord, les Nigériens se sentent en sécurité dans leur quartier, sans pour autant que soit observée d'évolution notable entre 2013 et 2015 : respectivement 82,2 et 84,9% des personnes interrogées ont répondu ne pas s'être sentis en insécurité alors qu'ils sortaient de leur domicile durant les 12 mois précédents le sondage. De même, dans le cadre de la série 6, seules 14% des personnes interrogées estiment que la « *sécurité* » constitue un « *problème important* », et 19% une « *priorité d'investissement* ». Comparativement à d'autres pays de la sous-région davantage affectés par les groupes armés et la violence jihadiste, comme le Mali ou le Nigeria, le Niger apparaît ainsi relativement calme. 38% des Maliens interrogés estiment en effet que la sécurité est un « *problème important* », tout comme 39% des Nigériens¹¹.

Cette image de populations nigériennes considérant dans leur majorité que la sécurité n'est pas un enjeu de première importance doit cependant être nuancée. D'une part, l'absence de ventilation des réponses par région – lorsqu'elles ont été arpentées par les sondeurs¹² – constitue une limite importante aux données de l'Afrobaromètre, du moins telles qu'elles sont présentées. La perception de l'insécurité ne saurait en effet être comparable dans la capitale ou les régions frontalières, tout comme elles diffèrent entre deux régions frontalières également. Dans le département d'Ayorou (région de Tillabéri) par exemple, limitrophe du Mali, la situation sécuritaire s'est dégradée du fait d'un banditisme se

⁹ Cet article s'appuie sur plusieurs séjours récents dans des États sahéliens (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso), et plus particulièrement deux à Niamey : le premier en mai-juin 2015 et le second en mars 2016. Dans le cadre de cet article, les entretiens semi-directifs menés ont été croisés avec les sondages de l'Afrobaromètre afin d'apporter une dimension quantitative.

¹⁰ Le projet d'enquête et de recherche Afrobaromètre a été lancé en 1999. Depuis cette date, des sondages ont été réalisés dans 37 pays africains sur des sujets variés : démocratie, jeunesse, citoyenneté, insécurité, justice, pauvreté, service public... Les résultats des sondages sont disponibles sur le site <http://afrobarometer.org/>. La série de 2013 est la première réalisée au Niger.

¹¹ Stephen Buchanan-Clarke et Rorisang Lekalake, *Extrémisme violent en Afrique. Perceptions des citoyens du Sahel, du Lac Tchad, de la Corne*, Synthèse de Politique No. 32, Afrobaromètre, juin 2016 (<http://www.afrobarometer.org/fr/publications/pp32-extremisme-violent-en-afrique-perceptions-des-citoyens-du-sahel-du-lac-tchad-de-la>, consulté le 26 septembre 2016).

¹² La région de Diffa n'a pas été prise en compte par les enquêteurs de l'Afrobaromètre (série 6).

manifestant par des attaques et vols à main armée, la détention illégale d'armes de guerre, des actions contre les forces de défense et de sécurité, et des trafics de produits illicites¹³. De l'autre côté du pays, dans la région de Diffa, le Niger aurait été ciblé, entre janvier 2015 et juillet 2016, 163 fois par Boko Haram¹⁴. Et, mi-2016 près de 300 000 réfugiés et déplacés étaient recensés, incluant des Nigériens et des Nigériens rentrés du Nigéria¹⁵.

D'autre part, chez les Nigériens interrogés¹⁶, « *la criminalité et la sécurité* » – le terrorisme ne faisait pas partie des réponses proposées – préoccupent de plus en plus. En 2013, seuls 4,5% des sondés estimaient qu'il s'agissait d'un enjeu faisant partie des trois premières priorités pour le gouvernement central (respectivement 1,4%, 0,7% et 2,4%). Or, deux ans plus tard, ils sont 11,6% à le penser (respectivement 6,4%, 2,7% et 2,5%), témoignant d'une inquiétude croissante, sans pour autant, comme le rappellent les résultats sur l'insécurité vécue dans son quartier, d'une perception corrélée à une dégradation de l'environnement quotidien. Dans les rues de Niamey, les attaques d'Arlit et d'Agadez en mai 2013, revendiquées par Abou Walid Sahraoui au nom du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et dans lesquelles auraient été impliqués des hommes de Mokhtar Belmokhtar, l'assaut contre la prison de Niamey en juin de la même année attribuée à Mokhtar Belmokhtar et à son groupe Les Signataires par le Sang, ont en effet progressivement fait prendre conscience que le Niger n'était pas épargné par les bouleversements affectant ses voisins. Le contexte est également, durant les premiers mois de l'année 2015 – l'enquête de la série 6 a été réalisée en avril –, marqué par le déclenchement d'une offensive contre Boko Haram par les États nigérien, tchadien, nigérien et camerounais, avec pour corollaire une mobilisation des médias locaux et un renforcement du sentiment selon lequel le pays est menacé. Et encore, la menace que représente ce groupe est à ce moment tempérée par la certitude selon laquelle la réponse du gouvernement est, pour les personnes interrogées, « *très efficace* » (86%) ou « *assez efficace* » (10%).

Dans cette perspective, il est fort probable que depuis avril 2015, avec la médiatisation de l'attaque de l'hôtel Radisson de Bamako en novembre de la même année, revendiquée successivement par Al Mourabitoune et le Front de libération du Macina, les attaques de Ouagadougou et de Grand Bassam (janvier et mars 2016) attribuées à AQMI et à Al Mourabitoune, et concernant plus spécifiquement le

¹³ *Dynamiques sécuritaires frontalières et transfrontalières à Ayorou. Les principales conclusions de la mission d'évaluation effectuée par le groupe danois de déminage*, Groupe danois de déminage (DDG), mai 2015 (http://danishdemininggroup.dk/media/1851249/ddg_sahel_-_rapport_mission_exploratoire_ayorou.pdf, consulté le 15 août 2016).

¹⁴ François-Xavier Freland, « Boko Haram : aux grands maux les grands remèdes », *Jeune Afrique*, 22 septembre 2016.

¹⁵ Adrian Edwards, porte-parole du HCR, « 50 000 personnes fuient les attaques de Boko Haram contre une ville du Niger », conférence de presse du 7 juin 2016, palais des Nations de Genève (<http://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2016/6/5756e804a/50-000-personnes-fuient-attaques-boko-haram-contre-ville-niger.html>). Ces 50 000 personnes s'ajoutent aux 240 000 réfugiés et déplacés déjà recensés dans la région de Diffa.

¹⁶ À noter que les Nigériens, tout comme les Maliens, parlent plus spontanément de « bandits » voire de « barbus ». L'usage du terme « terroriste » est associé aux hommes politiques, aux médias... et à un certain raffinement sémantique.

Niger, l'attaque sur l'île de Karamga le 25 avril 2015¹⁷ puis de Bosso le 3 juin 2016 par des combattants appartenant à Boko Haram, les préoccupations devant la menace posée par les groupes jihadistes se soient fortement accrues hors de la région de Diffa. Comme le résumait en mai 2015, soit quelques semaines après l'attaque de l'île de Karamga, une quinquagénaire nigérienne résidant à Niamey : « *on ne connaît pas [le terrorisme] ici au Niger. On connaît depuis peu avec Boko Haram.* » Ceci étant, pour en revenir aux sondages réalisés dans le cadre de l'Afrobaromètre, il s'en dégage finalement une image ambivalente. D'un côté, l'insécurité préoccupe de plus en plus. De l'autre, la plupart des Nigériens se sentent en sécurité dans leur environnement proche, du moins ne se sentent pas directement menacés par des terroristes apparaissant, somme toute, comme un enjeu important mais de second ordre, comme en témoignent les priorités des Nigériens pour leur gouvernement.

Une crise de plus

Quels sont pour les Nigériens et les Nigériennes les principaux chantiers nécessitant une action du gouvernement ? Les personnes interrogées dans le cadre de la série 6 de l'Afrobaromètre (2015) placent au premier plan, et de loin, d'autres priorités que la lutte contre les groupes jihadistes. Parmi les trois problèmes « *les plus importants* » pour le gouvernement, 51% des Nigériens approchés par les sondeurs ont répondu « *l'insécurité alimentaire / famine* » et 49% l'eau. Concernant la santé et la pauvreté, ils sont respectivement 37% et 26%, soit là encore des taux de réponse bien supérieurs à ceux recueillis en matière de lutte contre la criminalité et les sources d'insécurité physique. Les réponses à la question « *À votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels ?* » renvoient une image comparable des attentes des personnes interrogées. Comme première priorité, la « *sécurité* » arrive en cinquième position (8%), loin derrière le trio composé de la santé (29%), du développement agricole (27%) et de l'éducation (23%). En deuxième priorité, elle recueille 11% des avis, toujours loin derrière la santé (31%), le développement agricole (23%) et l'éducation (20%).

Ces chiffres ne sont pas en eux-mêmes étonnants. Le Niger ne se trouve pas dans une situation de guerre civile. L'intervention militaire en Libye ne s'est pas accompagnée du déclenchement d'une nouvelle rébellion¹⁸ prenant la suite de celle du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) entre 2007 et 2009¹⁹. Certes, les tensions entre les communautés touarègues et touboues inquiètent²⁰, tout

¹⁷ Cette attaque (qui fait suite à une précédente le 20 février 2015 et à la mort de 7 membres des forces de défense et de sécurité (FDS) selon les autorités) a entraîné la mort d'une cinquantaine de soldats. Outre son bilan humain, elle a profondément affecté l'opinion nigérienne du fait que les autorités ont mis trois jours à confirmer le nombre de membres des FDS tués donné par RFI.

¹⁸ Pour une discussion sur les trajectoires maliennes et nigériennes en 2011-2012, voir : Stéphanie Pezard et Michael Shurkin, *Achieving Peace in Northern Mali. Past Agreements, Local Conflicts, and the Prospects for a Durable Settlement*, RAND, 1^{er} mai 2015, pp. 67-85 (http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR800/RR892/RAND_RR892.pdf, consulté le 9 juin 2015).

¹⁹ Frédéric Deycard, « Le Niger entre deux feux. La nouvelle rébellion touarègue face à Niamey », *Politique africaine*, 4/2007, N°108, pp. 127-144 ; Frédéric Deycard, *Les rébellions touarègues du Niger : combattants, mobilisations et culture politique*, Institut d'études politiques de Bordeaux, thèse pour le Doctorat en Science politique soutenue le 12 janvier 2011 (chapitre 8) ; Emmanuel

comme la perspective d'une nouvelle rébellion touarègue. Mais les préoccupations dominantes renvoient avant tout au quotidien de chacun, à rebours des narrations exacerbées sur la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la bande sahélo-saharienne. En effet, alors que l'indice de développement humain du Niger reste le plus bas au monde, l'accès aux ressources de base demeure un défi : fin juin 2016, le taux de malnutrition aiguë annoncé par les autorités sanitaires était de 15%, avec un seuil d'urgence atteint dans les régions de Zinder, Diffa, Maradi et Dosso. L'école est déficiente, préoccupant les parents. Les conflits communautaires pour l'accès à la terre, avec une violence en augmentation depuis plusieurs années du fait de l'accès de plus en plus aisé à des armes de guerre et de l'augmentation de la population, sont réguliers. Tout comme les catastrophes naturelles : ainsi, entre le début du mois de juin et le 12 août 2016, selon le gouvernement, au moins quatorze personnes sont mortes et plus de 46 000 autres ont été déclarées sans-abri à la suite d'inondations provoquées par de fortes pluies, principalement dans les régions de Tahoua et d'Agadez, auxquels s'ajoutent les dégâts sur les zones de maraîchages et le bétail²¹. Quant à la jeunesse, alors que 50% de la population a moins de 15 ans et pâtit d'un sous-emploi chronique, elle est avant tout mobilisée par la recherche de sources de revenus dans un système économique et social bloqué.

Pour le dire autrement, le terrorisme n'est-il pas qu'une perturbation de plus, un énième moment de bouleversements dans un Sahel indissociable de la notion de « crise » depuis la famine du début des années 1970²² ? Les réponses des personnes interrogées dans l'Afrobaromètre à propos des priorités du gouvernement rappellent que l'insécurité au Niger n'est pas réductible à la violence ou à des menaces physiques. Elle renvoie aussi à une absence ou à un manque d'accessibilité à des services ou biens de base. D'ailleurs, en *fulfulde* – langue des Peuls, aussi appelée *pular/pulaar*²³ –, l'insécurité est définie par un manque, une absence de sérénité qui englobe à la fois la santé physique (renvoyant en cela pour partie à l'autosuffisance alimentaire et à l'accès aux ressources de base) et l'état d'esprit (respect, considération et la valorisation de l'individu). À cet égard, comme le résumait en mai 2015 un humanitaire étranger présent depuis plusieurs années dans le pays, « *il y a un paradoxe entre les préoccupations des gens, les grands problèmes du Niger et les difficultés à vivre au quotidien, et cette problématique du terrorisme régional* ». Les Nigériens « *veulent la paix, ils ne veulent pas de discours guerriers, ils veulent un accès à la santé, des écoles... ils n'ont que faire de la guerre contre le terrorisme* », observait de son côté un journaliste

Grégoire, « Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures », *EchoGéo*, Sur le Vif, 3 juillet 2013 (<http://echogeo.revues.org/13466>, consulté le 21 septembre 2016).

²⁰ Cf. Rémi Carayol, « Touaregs contre Toubous : la guerre oubliée du Sud libyen », *Jeune Afrique*, 7 octobre 2015. Cf. également Philippe Baumel et Jean Glavany (rapp.), *Rapport d'information sur la Libye*, Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale (France), 4 mars 2015. Début septembre 2016, le Toubou Adam Tcheké annonçait la réactivation du Mouvement pour la justice et la réhabilitation du Niger, menaçant de « *s'attaquer au Niger* » au nom de la cause touboue.

²¹ « Niger : 14 morts et 46.000 sans-abris après des inondations », AFP, 12 août 2016. En 2015, près de 103 000 personnes ont été sinistrées par des inondations ayant occasionné plusieurs dizaines de morts.

²² Vincent Bonnacase et Julien Brachet, *art. cit.*, p. 6.

²³ La langue peule est parlée dans une vingtaine d'États d'Afrique de l'Ouest et centrale dont le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, le Cameroun, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad...

nigérien. D'autant qu'après tout, avant les attaques de Boko Haram sur le territoire nigérien, les terroristes ne ciblaient pas prioritairement les Nigériens, mais les Européens et les Américains, en d'autres termes des « Occidentaux », nourrissant la perception d'un danger qui, finalement, menaçait les autres.

Cette image d'un terrorisme à relativiser au regard des autres enjeux du pays est renforcée par la lecture de ses causes. Deux raisons principales sont en effet généralement avancées pour expliquer l'augmentation des groupes armés – jihadistes ou non – et de l'insécurité qui leur est associée. La première est l'absence de forces de défenses et de sécurité sur de vastes parties du territoire. Les acteurs violents occupent des espaces laissés vides, abandonnés par l'État et ses représentants. Ensuite, le recours à la violence serait lié avant tout à des facteurs socioéconomiques. Les jeunes ne rejoindraient pas un groupe armé pour des raisons religieuses, mais avant tout pour bénéficier d'une rétribution, sous la forme d'un salaire, d'un butin, avoir une reconnaissance au sein d'un groupe et un statut. En d'autres termes, le mécontentement serait principalement une conséquence de la faiblesse de l'État ainsi que de la pauvreté et de l'absence de perspectives, le motif religieux occupant une place marginale²⁴ (avec une tendance à considérer les jihadistes comme des déviants²⁵). Lorsque ce ne sont pas les discours sur un jihadisme présenté comme une création de puissances étrangères qui prédominent.

Émeutes de janvier 2015 : un miroir des évolutions religieuses ?

Les émeutes des 16 et 17 janvier 2015, après la publication en une de caricatures de Mahomet par le journal *Charlie Hebdo*, ont touché des lieux de cultes chrétiens, des bars et des commerces, dans les villes de Niamey et de Zinder principalement. Le bilan du week-end est lourd : des morts, une vingtaine d'églises et de temples brûlés, des débits de boisson saccagés, des points de vente de cartes téléphoniques Orange vandalisés, le centre culturel français de Zinder incendié, des magasins pillés, à Agadez le siège du parti du président Mahamadou Issoufou (le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme – PNDS) attaqué... Or outre leur caractère particulièrement violent et structuré ainsi que le rôle joué par des imams dans leur déclenchement, elles sont les premières du Niger durant lesquelles la religion chrétienne a été attaquée de cette façon,

²⁴ Cette lecture n'est pas sans faire écho au constat dressé par une équipe de l'Institut d'études de sécurité de Dakar sur les profils de jihadistes maliens, les chercheurs ayant observé auprès des combattants interrogés – ce qui pose ensuite la question de la représentativité de l'échantillon – l'importance des facteurs économiques et de la recherche d'une protection dans le ralliement à un groupe jihadiste (Lori-Anne Thérout-Bénoni *et al.*, « *Jeunes "djidhistes" au Mali. Guidés par la foi ou les circonstances ?* », Note d'analyse n°89, Institut d'études de sécurité, août 2016, <https://www.issafrica.org/uploads/policybrief89-fr.pdf>, consulté le 20 septembre 2016). Elle renvoie aussi aux thèses insistant, pour expliquer la violence dans le centre du Mali, sur l'attitude des forces armées maliennes et des facteurs inter et intracommunautaires (Boukary Sangaré, « Le Centre du Mali : épice du djihadisme ? », GRIP, note d'analyse, 20 mai 2016, http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-05-20_FR_B-SANGARE.pdf, consulté le 28 septembre 2016). Faut-il pour autant évacuer le religieux ? À l'inverse, pour Christian Seignobos, Boko Haram est avant tout un mouvement de nature religieuse indissociable de la perte d'influence de la *Tijaniyya* et de la montée du courant *izala*, dont le discours se diffuse d'autant mieux qu'il rejoint des perceptions et des comportements sociaux anciens, comme par exemple sur la colonisation et le refus de l'école (Jean-Claude Guibal et Philippe Baumel, *La stabilité et le développement de l'Afrique francophone*, rapport d'information déposé par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, 6 mai 2015, pp. 103-104). De même, pour Wassim Nasr ou Jean Birnbaum, récuser la dimension religieuse du phénomène jihadiste revient à nier son essence et son fondement, tout comme le rôle de la religion – et par extension des croyances et de l'espérance – comme moteur de l'histoire humaine ou source de légitimation à travers l'invocation de valeurs et de références (Wassim Nasr, *État islamique, le fait accompli*, Paris, Plon, 2016, conclusion ; Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris, Seuil, 2016).

²⁵ Cf. Mohamed Moustapha Ahmed (propos recueillis par Matteo Maillard), « "Les djihadistes de Boko Haram sont des bandits armés qui se cachent derrière l'islam" », *Le Monde*, 26 août 2016.

témoignant en cela de la montée d'acteurs religieux radicaux ayant occupé le vide laissé par l'État²⁶ : prêcheurs, prédicateurs, imams formés à l'école des Izala, mouvement venu du Nord du Nigéria et largement inspiré de la théologie wahhabite saoudienne ainsi que par les pratiques réformistes salafistes²⁷. « Une idéologie salafiste radicale a [...] peu à peu fait son trou au sein de la société nigérienne, observe l'anthropologue franco-nigérien Jean-Pierre Olivier de Sardan. Elle a pu se développer en surfant sur la vague wahhabite, autrement dit un islam fondamentaliste qui a déferlé sur le Niger et les pays sabéliens depuis une bonne vingtaine d'années, promu par l'Arabie saoudite et le Qatar, à coups de financements massifs, de formations de clers et de propagande médiatique. »²⁸. Ceci étant, par-delà le poids politique croissant des acteurs religieux – qualifiés parfois « de première force d'opposition »²⁹ – et ce qu'elles révèlent des évolutions religieuses, ces manifestations posent la question de l'évolution de l'image de la France dans le pays. Comme le constatait devant un journaliste un expatrié français, « les manifestants ont attaqué les symboles des intérêts français, comme si les Églises évangéliques et catholiques pouvaient être associées à ces mêmes intérêts... »³⁰. Ce propos peut être nuancé au regard des cibles attaquées et de la présence parmi les manifestants de pillards. Néanmoins, il rappelle que nombre d'émeutiers ont ciblé prioritairement ce qui symbolisait la présence et l'influence française, empêchant de réduire les émeutes de janvier 2015 à la seule évolution religieuse du pays.

Un complot de l'extérieur

Les discours tenus à propos du terrorisme dans les rues de la capitale nigérienne sont des révélateurs d'une hostilité croissante à l'encontre des Français et des Américains, accusés d'être, selon l'expression d'une jeune nigérienne, « derrière toutes les formes de terrorisme ». Tous deux, en effet, mentiraient sur les raisons de leur présence, allant même jusqu'à entretenir une violence servant leurs intérêts idéologiques, géostratégiques et géoéconomiques suivant une topique de la domination destinée à contrôler l'Afrique et à empêcher son émergence. Comment expliquer le cas échéant, est-il argué, une intervention militaire en Libye contre Kadhafi dont les conséquences vont encore peser plusieurs années sur la sous-région ? Pourquoi les combattants de Boko Haram poursuivent-ils leurs attaques en dépit des efforts réalisés par les partenaires internationaux des États du bassin du lac Tchad ? Comment comprendre que la secte nigériane puisse encore mener des actions offensives en dépit des multiples outils de renseignement dont disposent les Français et les Américains ? « Si la lutte n'est pas efficace, c'est car les partenaires stratégiques ne jouent pas franc-jeu », estimait ainsi un juriste nigérien.

Ces critiques, exacerbées fin avril 2015 par l'attaque de Boko Haram sur l'île de Karamga, renvoient à la prégnance des théories du complot et à des fantasmes largement répandus. D'une part, Boko Haram et AQMI seraient des instruments au service des intérêts occidentaux en empêchant le Niger d'investir dans les secteurs producteurs de richesse ou des entreprises non américaines et non françaises de prospecter et d'extraire des matières premières stratégiques. « Pour les adeptes de la "complotite", soulignait

²⁶ Moulaye Hassane (propos recueillis par Jean-Louis Le Touzet), « Au Niger, les prédicateurs remplissent le vide laissé par l'État », *Libération*, 17 février 2015.

²⁷ Le mouvement Izala (*Jama'at Izalat'al-bid'a wa'iqamat al-Sunna*) a été créé à Jos, dans l'État du Plateau (Nigéria), à la fin des années 1970 par le Cheick Ismaïla Idriss. Il s'oppose de manière radicale et parfois violente aux autres branches de l'islam, notamment aux confréries. Mohamed Yusuf, le fondateur de la secte Boko Haram, a été Izala avant de faire dissidence.

²⁸ Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Comment le salafisme a pu prospérer au Niger », *Marianne*, 21 janvier 2015

²⁹ International Crisis Group, *Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ?*, Rapport Afrique n°208, 19 septembre 2013, p. 28.

³⁰ Cité par Jean-Louis Le Touzet, « Émeutes anti-Charlie : le double visage du Niger », *Libération*, 18 janvier 2015.

en mai 2015 un consultant originaire de la région d'Agadez, *la France ne veut pas exploiter [la mine] d'Imouraren [...]. Or l'existence d'une zone rouge empêche de donner un permis à ceux qui ne sont pas sur place, c'est à dire à d'autres que les Américains et les Français.* » Quant à la région du lac Tchad, les combattants de Boko Haram seraient un avatar des luttes que se livrent des Français, Américains et Chinois pour faire main basse sur les ressources locales. D'autre part, considérer que les militaires américains et français, grâce à leurs moyens, sont en mesure de tout savoir relève de mythes qui ne sont pas sans faire écho aux débats sur la révolution dans les affaires militaires³¹ aux États-Unis avant l'intervention en Irak en 2003 : grâce à la technologie, le « brouillard de la guerre » disparaîtrait, offrant à l'armée américaine un don d'ubiquité.

Faut-il pour autant balayer ces croyances d'un revers de la main au prétexte de leur incongruité ou de leur versatilité³² ? Après tout, les représentations ne sont pas figées. Elles s'inscrivent dans une « *éthique situationnelle* »³³. Au début des années 2000, des jeunes Nigériens particulièrement hostiles aux États-Unis étaient ainsi parmi les plus désireux de migrer dans ce pays afin de s'enrichir. Cependant, outre le fait qu'elles témoignent de la puissance de lectures géopolitiques et géoéconomiques pour expliquer la violence, d'effets de masque dans l'analyse de la situation sécuritaire, qu'elles s'inscrivent dans l'histoire du Niger³⁴ voire des relations entre la France et certaines de ses anciennes colonies³⁵, ces lectures révèlent une méfiance et une hostilité croissante. L'image de la France s'est en effet très fortement dégradée depuis quelques années. Ainsi, dans la région de Zinder et les autres espaces concernés par la diffusion du courant *izala*, la présence française et américaine est perçue comme une porte ouverte à l'occidentalisation culturelle et à une remise en cause du mode de vie prôné par des prêcheurs prompts aux discours antioccidentaux. Autre exemple, dans les régions de Tahoua et d'Agadez les intérêts français sont assimilés à ceux d'Areva, entreprise dont l'activité a très fortement dégradé l'environnement sans pour autant générer le développement attendu par les communautés locales³⁶. Plus généralement, la cartographie des zones à risques mise en place par les Affaires étrangères

³¹ Sur la révolution dans les affaires militaires, voir : Étienne de Durand, « "Révolution dans les affaires militaires". "Révolution" ou "transformation" ? », *Hérodote*, 2/2003, N°109, pp. 57-70.

³² Sur les croyances et les imaginaires, leur persistance voire leur prolifération concomitamment des progrès dans l'accès à la connaissance (bien que l'auteur ne s'intéresse pas du tout au Niger ou à l'Afrique), voir Gérald Bronner, *Croyances et imaginaires contemporains*, Paris, Éditions Manucius, 2013.

³³ Adeline Masquelier, « Négocier l'avenir. L'islam, les jeunes et l'État au Niger », in René Otayek et Benjamin Soares (dir.), *Islam, État et société en Afrique*, Paris, Karthala, 2009, pp. 459-490.

³⁴ On pense ici aux instituteurs « progressistes » et à leur discours anticolonial, ou encore au rôle des services secrets français dans la rébellion touarègue nigérienne des années 1990 (Claude Silberzahn, avec Jean Guisnel), *Au cœur du secret. 1500 jours aux commandes de la DGSE (1989-1993)*, Paris, Fayard, 1993).

³⁵ Sur le Mali, cf. Pierre Boilley, « Un complot français au Sahara ? Politiques françaises et représentations maliennes... », in GEMDEV et Université du Mali, *Mali-France. Regards sur une histoire partagée*, Paris, DONNIYA-Karthala, 2005, pp. 163-182.

³⁶ Non sans qu'AQMI ne s'appuie sur ce ressentiment dans sa communication. Le 24 mai 2016, le groupe jihadiste a revendiqué un tir de roquettes contre l'installation minière française d'Arlit dans le Nord-Niger, démenti par les autorités nigériennes. Or, dans son communiqué, AQMI menaçait les autres entreprises « *croisées* » qui « *pillent [les] richesses* » et extorquent les ressources, qualifiées de « *cible légitime* » (« AQMI revendique l'attaque contre une mine française d'Areva au Niger et qualifie toutes les compagnies "croisées" de cibles légitimes », *Observatoire du Moyen Orient*, 26 mai 2016, <http://www.memri.fr/2016/05/26/aqmi-revendique-lattaque-contre-la-mine-francaise-au-niger-et-qualifie-toutes-les-compagnies-croisees-de-cibles-legitimes/>, consulté le 21 septembre 2016).

françaises en 2010, concomitante de restrictions sur les visas et destinée à la fois à prévenir les voyageurs et à dissuader de se rendre dans certaines zones, est perçue comme une « *injustice absolue* » nourrissant les rancœurs et les interrogations sur sa fonction réelle³⁷, tandis que la politique migratoire associée à Nicolas Sarkozy est particulièrement mal vécue, résumant à la fois l'absence de réciprocité dans la relation franco-nigérienne et le décalage entre les valeurs invoquées par la France, l'argument d'une relation d'amitié ancienne, et la réalité d'une inégalité.

Enfin, l'intervention franco-britannique en Libye pèse extrêmement lourd sur l'image de la France. Facteur déclencheur de la dernière rébellion au Mali, menée contre un dirigeant extrêmement populaire dans la région d'Agadez et même à Niamey, en raison notamment des investissements qu'il réalisait dans le pays et du faste accompagnant ses visites, cette opération militaire illustre le décalage entre les intérêts nigériens et français, ainsi qu'elle cristallise les questionnements sur l'engagement français dans la sous-région au nom de la lutte contre les groupes terroristes. La Libye a été une « *erreur stratégique*, [...] *il y a des choses que l'on n'arrive pas vraiment à saisir* », résume un homme politique nigérien. Dans ce contexte, la machine à hypothèses fonctionne à plein.

L'État et la démocratie en question

Les clivages politiques internes à la société nigérienne se retrouvent également dans les discours concernant la lutte contre le terrorisme. L'hostilité à l'égard de l'Occident n'est en effet pas sans conséquences pour le pouvoir. Les prises de position du président Mahamadou Issoufou en faveur d'une intervention militaire dans le nord du Mali en 2012, l'envoi d'un contingent nigérien au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), sa présence lors de la manifestation de janvier 2015 à Paris à la suite de l'attaque contre l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, ont nourri des critiques à l'égard du régime, accusé à la fois d'être responsable des attaques sur le territoire nigérien en raison de son activisme sur les dossiers maliens et nigériens, et de brader la souveraineté nationale en adoptant des positions jugées trop proches de celles occidentales. « *Les gens voient le Président de la République comme trop Français. Il instrumentalise ses discours, c'est la solidarité socialiste. Il tient des discours qui peuvent plaire à la France* », analysait ainsi un étudiant de l'Université Abdou Moumouni de Niamey.

Si ce propos fait écho à la dégradation de l'image de la France, à la diffusion de discours religieux appelant à une moralisation de la sphère publique depuis plusieurs années au Niger, ainsi qu'à la forte polarisation de la vie politique entre les partisans du PNDS et l'opposition, il attire l'attention sur le fait que les difficultés rencontrées par le Niger pour sécuriser ses frontières, l'importance de l'aide extérieure, sont – au moins pour partie – appréhendées comme le signe d'une défaillance de l'État voire

³⁷ Sur les zones à risques, voir : Nicolas Bombacci, « Les zones à risques du ministère des Affaires étrangères : une tragédie ? », Fondation Jean Jaurès, note n°137, 25 juin 2012 (<https://jean-jaures.org/nos-productions/les-zones-a-risques-du-ministere-des-affaires-etrangeres-une-tragedie>, consulté le 18 août 2016).

des élites. Pourquoi, le cas échéant, chercher le soutien ou l'appui de puissances étrangères ? Dans cette perspective, la dépendance du Niger à l'égard de ses partenaires est le révélateur d'une administration et de dirigeants qui n'arrivent pas à assurer correctement la protection de leurs administrés, le symptôme d'une crise renvoyant à la construction de l'État postcolonial. Non sans susciter un mélange de colère, de regret, voire de tristesse. « *On sent une faiblesse de l'État. Ça m'énerve, ça me révolte. Car je ne peux pas imaginer qu'un chef de famille ne comprenne pas ses enfants, ne puisse pas prendre soin d'eux* », exprimait un enseignant de l'université de Niamey.

Que les causes soient attribuées aux puissances étrangères, aux forces de défense et de sécurité – dont les effectifs ont augmentés de plusieurs milliers d'hommes ces dernières années en parallèle de l'acquisition de matériels et d'une aide étrangère importante³⁸ – ou à la corruption, certains Nigériens n'hésitent également pas à imputer cette situation à la démocratie. « *Le multipartisme a fait régresser le Niger* », résume une quinquagénaire. « *Le parti, quand on y va c'est car on veut le pouvoir pour s'enrichir. [...] Tu as de l'argent, on s'occupe de ton dossier. On prend soin de toi. Si tu n'en as pas, on te laisse et tu peux même mourir, tout le monde s'en fout* », poursuit-elle. « *Le gouvernement donne tout aux Occidentaux pour continuer ses manœuvres en interne. La démocratie n'est que de façade* », observe de son côté un jeune nigérien. Attentes fortes à l'égard de l'État et de ses représentants, patriotisme, rejet croissant d'une démocratie accusée de tous les maux, déceptions à l'égard de l'évolution du pays, ces différentes considérations s'entremêlent lorsque, localement, les forces de défense et de sécurité ne sont pas elles-mêmes considérées pour partie comme des facteurs d'insécurité en raison des pratiques de racket.

Critiquer l'État et ses représentants, assimiler la démocratie à l'indiscipline, à la corruption et à la division n'est ni spécifique au Niger³⁹, ni particulièrement nouveau dans le pays. Il s'agit même d'un thème fréquent dans les propos des citoyens, exprimant « *sûrement une certaine vérité, mais aussi une certaine idéalisation nostalgique du passé de la dictature militaire* »⁴⁰ qui omet les facteurs externes et internes pouvant expliquer un meilleur fonctionnement des services publics durant cette période. Néanmoins, les enjeux relatifs à la lutte contre les groupes jihadistes alimentent ces discours voire les réactivent, le comportement des représentants de l'État et les difficultés de l'armée nigérienne face aux offensives de

³⁸ Damien Deltenre, « NIGER : CAP SUR 2016 ! Situation politique et sécuritaire à la veille des élections », GRIP, note d'analyse, 7 avril 2015, p. 5 (http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2015/NA_2015-04-07_FR_D-DELLENRE.pdf, consulté le 21 septembre 2016). À noter que le Niger a bénéficié d'une aide étrangère conséquente. La France a notamment offert trois hélicoptères de type Gazelle, s'ajoutant à d'autres actions et au déploiement de coopérants. Quant aux États-Unis, outre des formations, ils ont livré en octobre 2015 deux avions ISR (*Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*) de type Cessna 208B (Philippe Chapleau, « Antiterrorisme : des Grand Caravan ISR pour le Tchad, le Cameroun et les Philippines », blog *Lignes de défense*, 22 septembre 2016, <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2016/09/22/antiterrorisme-de-l-isr-pour-le-tchad-le-cameroun-et-les-phi-16826.html>, consulté le 22 septembre 2016).

³⁹ Ce discours est aussi audible au Mali. « *Les gens ont mal compris ce qu'est la démocratie* », réduite à « *faire ce que l'on veut, sans rendre compte à qui que ce soit* » observe une femme originaire de Gao. Pire, alors qu'avant une certaine décence aurait animée les dirigeants à la tête de l'État, ce ne serait plus le cas.

⁴⁰ Jean-Pierre Olivier de Sardan et al., *Gouvernance locale. La délivrance de quatre biens publics dans trois communes nigériennes*, LASDEL, Études et travaux n°95, décembre 2011, p. 14 (http://www.lasdel.net/images/etudes_et_travaux/95_JP_Olivier_de_Sardan_gouvernance_locale_pdf.pdf, consulté le 21 septembre 2016).

Boko Haram apparaissant comme des symptômes d'une crise plus profonde⁴¹. Ainsi, après le raid du 3 juin 2016 par des combattants de Boko Haram sur la localité de Bosso, sur la frontière avec le Nigeria et aux abords du lac Tchad, les mécontentements se concentraient à l'encontre d'un pouvoir considéré comme responsable de l'absence d'appui aérien et de pratiques clientélistes ou de détournement de fonds responsables de la situation au sein des forces armées⁴². Non sans d'ailleurs que le climat postélectoral, en mars 2016 ont eu lieu des élections législatives et présidentielles caractérisées à la fois par la recherche de financements par les factions politiques et un boycott du deuxième tour des présidentielles par l'opposition, contribue alors à la radicalité des opinions

Conclusion

Dans quelle mesure les lectures extérieures d'un Niger dans la tourmente sont-elles partagées par les Nigériens ? Que mettent à jour les discours de ces derniers sur leurs attentes et les défis du pays ? Comme en écho aux préoccupations internationales, au gré des actions d'AQMI et surtout de Boko Haram ainsi que de leur médiatisation, le renforcement de la sécurité et la lutte contre la criminalité occupent une place croissante dans les attentes exprimées depuis quelques années par les populations. Mais, à rebours des représentations venant de l'extérieur, l'image renvoyée par ces dernières est avant tout celle d'un pays dont les habitants sont confrontés prioritairement à des problèmes structurels demeurant les enjeux premiers. De même, le terrorisme est avant tout considéré comme résultant des difficultés socio-économiques du pays et de stratégies de domination extérieures, bien plus que de facteurs religieux dont « l'effet de levier » ne saurait pourtant être négligé, qui plus est au regard des faiblesses du système scolaire.

Par-delà les écarts qu'ils mettent à jour et les questions que ces derniers posent, les discours des Nigériens sur le terrorisme constituent également une porte d'entrée pour interroger les dispositifs mis en place, les appréhender en tant que révélateurs et producteurs de considérations politiques, sociales et morales. Ils mettent en effet d'un côté à jour une hostilité croissante à l'égard de partenaires extérieurs, cristallisant des mécontentements nourris par les théories du complot et l'accusation de l'autre comme responsable de tous les maux. De l'autre, ils dévoilent des attentes importantes à l'égard de l'État en matière de réformes des pratiques de gouvernement et de renforcement de la sécurité, ces attentes ne pouvant être réduites à une communication gouvernementale destinée à légitimer l'augmentation des dépenses militaires mais renvoyant à un fondement de la construction étatique : la capacité à protéger, à assurer un service dans ce domaine. La garantie de la sécurité et la préservation de la propriété sont en

⁴¹ L'un des corollaires est une augmentation des discours demandant une « république islamique », perçue comme une façon de « re-moraliser » le pays. Encore que la corruption en Mauritanie, pourtant république islamique, permette d'en douter (sur l'exemple du chantier du nouvel aéroport de Nouakchott, cf. Alain Antil, « L'étoile pâlie du président Mohamed Ould Abdel Aziz », blog Afrique Décryptages de l'IFRI, 3 mai 2016, <https://afriquedecryptages.wordpress.com/2016/05/03/letoile-palie-du-president-mohamed-ould-abdel-aziz/>, consulté le 3 octobre 2016).

⁴² Nathalie Prevost, « Au Niger, l'attaque de Bosso révèle la faiblesse de l'armée et fait débat », *Le Monde*, 8 juin 2016.

effet l'un des fondements si ce n'est le fondement premier du contrat social, non sans faire écho aux théories de Thomas Hobbes et de John Locke.

En cela, les regards locaux sur le terrorisme invitent à considérer des répertoires de légitimité de l'action publique qui ne sont pas sans intérêts pour enrichir les débats sur la sécurité et le développement. Outre le fait qu'ils mettent en perspective le choix des autorités de renforcer les forces de défense et de sécurité depuis quelques années, ils interrogent sur les politiques des partenaires du Niger, invitent à dépasser les échanges entre praticiens, les critiques à l'égard des armées sahéliennes ou le constat des difficultés à mener une approche globale, pour questionner les attentes des populations locales, leur regard sur le monde, le sens qu'elles donnent aux initiatives et la capacité de ces dernières à susciter une adhésion. Au risque, le cas échéant, que les mesures destinées à lutter contre le terrorisme nourrissent la rhétorique de groupes jihadistes ou de certains prédicateurs instrumentalisant l'hostilité à l'égard des Occidentaux, les mécontentements envers les autorités et les déceptions à l'égard de la démocratie.

Bibliographie

- ANTIL Alain, « L'Afrique et la "guerre contre la terreur" », *Politique étrangère*, 3/2006, pp. 583-591.
- BIRNBAUM Jean, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris, Seuil, 2016.
- BOILLEY Pierre, « Un complot français au Sahara ? Politiques françaises et représentations maliennes... », in GEMDEV et Université du Mali, *Mali-France. Regards sur une histoire partagée*, Paris, DONNIYA-Karthala, 2005, pp. 163-182.
- BOMBACCI Nicolas, « Les zones à risques du ministère des Affaires étrangères : une tragédie ? », Fondation Jean Jaurès, note n°137, 25 juin 2012 (<https://jean-jaures.org/nos-productions/les-zones-a-risques-du-ministere-des-affaires-etrangeres-une-tragedie>).
- BONNECASE Vincent et BRACHET Julien, « Les "crises sahéliennes" entre perceptions locales et gestions internationales », *Politique africaine*, 2/2013, N°130, pp. 5-22.
- BRONNER Gérard, *Croyances et imaginaires contemporains*, Paris, Éditions Manucius, 2013.
- BUZAN Barry Buzan et HANSEN Lene Hansen, *The Evolution of International Security Studies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- CHOPLIN Armelle et PLIEZ Olivier, « Un Sahara, des Sahara-s. Lumières sur un espace déclaré "zone grise" », 4 juillet 2013, *Géococonfluences* (<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/un-sahara-des-sahara-s>).
- Danish Demining Group, *Dynamiques sécuritaires frontalières et transfrontalières à Ayorou. Les principales conclusions de la mission d'évaluation effectuée par le groupe danois de déminage*, mai 2015 (http://danishdemininggroup.dk/media/1851249/ddg_sahel_-_rapport_mission_exploratoire_ayorou.pdf).
- DELTENRE Damien, « NIGER : CAP SUR 2016 ! Situation politique et sécuritaire à la veille des élections », GRIP, note d'analyse, 7 avril 2015 (http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2015/NA_2015-04-07_FR_D-DELTENRE.pdf).
- DEYCARD Frédéric, « Le Niger entre deux feux. La nouvelle rébellion touarègue face à Niamey », *Politique africaine*, 4/2007, N°108, pp. 127-144.
- DEYCARD Frédéric, *Les rébellions touarègues du Niger : combattants, mobilisations et culture politique*, Institut d'études politiques de Bordeaux, thèse pour le Doctorat en Science politique soutenue le 12 janvier 2011.
- (de) DURAND Étienne, « "Révolution dans les affaires militaires". "Révolution" ou "transformation" ? », *Hérodote*, 2/2003, N°109, pp. 57-70.
- GREGOIRE Emmanuel, « Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures », *EchoGéo*, Sur le Vif, 3 juillet 2013 (<http://echogeo.revues.org/13466>).
- GREGOIRE Emmanuel, « Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique », *EchoGéo*, Sur le Vif, 2 avril 2015 (<http://echogeo.revues.org/14192>).
- GUIBAL Jean-Claude et BAUMEL Philippe, *La stabilité et le développement de l'Afrique francophone*, rapport d'information déposé par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, 6 mai 2015 (<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i2746.asp>).
- International Crisis Group, *Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ?*, Rapport Afrique n°208, 19 septembre 2013 (<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/niger-another-weak-link-in-the-sahel-french.pdf>).
- KEENAN Jeremy, *The Dark Sahara. America's War on Terror in Africa*, Londres, Pluto Press, 2009.

KEENAN Jeremy, « Politique étrangère et guerre mondiale contre le terrorisme dans la reproduction du pouvoir algérien », *Revue Tiers Monde*, 2/2012, N°210, pp. 31-50.

LOUNNAS Djallil, « Al-Qaïda au Maghreb islamique et la crise malienne », *Sécurité globale*, Été 2012, pp. 41-56.

MASQUELIER Adeline, « Négociier l'avenir. L'islam, les jeunes et l'État au Niger », in René Otayek et Benjamin Soares (dir.), *Islam, État et société en Afrique*, Paris, Karthala, 2009, pp. 459-490.

NASR Wassim, *État islamique, le fait accompli*, Paris, Plon, 2016.

NOTIN Jean-Christophe, *La guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre *et al.*, *Gouvernance locale. La délivrance de quatre biens publics dans trois communes nigériennes*, LASDEL, Études et travaux n°95, décembre 2011, [http://www.lasdel.net/images/etudes et travaux/95 JP Olivier de Sardan gouvernance locale pdf.pdf](http://www.lasdel.net/images/etudes_et_travaux/95_JP_Olivier_de_Sardan_gouvernance_locale.pdf).

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « Comment le salafisme a pu prospérer au Niger », *Marianne*, 21 janvier 2015 (<http://www.marianne.net/agora-comment-salafisme-pu-prosperer-au-niger-210115.html>).

PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, « Dans l'œil du cyclone. Une lecture internationale », in Patrick Gonin *et al.*, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, 2013, pp. 7-31.

PEZARD Stéphanie et SHURKIN Michael, *Achieving Peace in Northern Mali Past Agreements, Local Conflicts, and the Prospects for a Durable Settlement*, RAND, 1^{er} mai 2015 (http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR800/RR892/RAND_RR892.pdf).

SANGARE Boukary, « Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ? », GRIP, note d'analyse, 20 mai 2016 (http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-05-20_FR_B-SANGARE.pdf).

SILBERZAHN Claude (avec Jean Guisnel), *Au cœur du secret. 1500 jours aux commandes de la DGSE (1989-1993)*, Paris, Fayard, 1993

THÉROUX-BÉNONI Lori-Anne *et al.*, « Jeunes "djihadistes" au Mali. Guidés par la foi ou les circonstances ? », Note d'analyse n°89, Institut d'études de sécurité, août 2016 (<https://www.issafrika.org/uploads/policybrief89-fr.pdf>).

TISSERON Antonin, « Quand la France ne fait plus rêver. L'exemple du Niger », *Institut Thomas More*, note d'actualité 38, juin 2016 (<http://institut-thomas-more.fr/2016/06/20/quand-la-france-ne-fait-plus-rever-lexemple-du-niger/>).